

Umsetzung dieser Motion der Punkt –, das anonymisieren wollen, dann können Sie das problemlos tun. Normalerweise wird in Urteilen sowieso der Name nicht erwähnt, sondern es wird meistens von «Beschwerdeführer», «Beschwerdegegner», «Vorinstanz» usw. gesprochen. Das ist ein organisatorisches Problem, das sich lösen liesse, aber ich bin noch nicht einmal sicher, ob es nicht schon gelöst ist, weil die Öffentlichkeit ja hier schon besteht.

Vogler Karl (CE, OW): Herr Kollege Jositsch, sind Sie nicht auch der Meinung, dass Sie mit Ihrem Minderheitsantrag genau das Gegenteil des Erhofften erreichen würden, indem nämlich noch weniger öffentliche Verhandlungen geführt würden, was letztendlich der Transparenz zuwiderlaufen würde?

Jositsch Daniel (S, ZH): Nein, dieser Ansicht bin ich nicht. Ich glaube nicht, dass unsere Bundesrichter derart Angst haben, dass sie in Zukunft versuchen würden, möglichst überhaupt nichts mehr in einer öffentlichen Urteilsberatung zu diskutieren. Ich glaube, dass unsere Bundesrichter eben sehr wohl wissen, dass kritische Diskussionen über heikle Urteile sowieso stattfinden. Denken Sie zum Beispiel an das Urteil im Zusammenhang mit der Ausschaffungs-Initiative – solche Fälle werden sowieso breit diskutiert. Weiter ist es im Sinne der Richter, dass sie ihre Überlegungen möglichst präzise darlegen können, denn häufig ist ja das Problem, dass in der Öffentlichkeit nicht verstanden wird, wie das Gericht zu einer Entscheidung gekommen ist. Insofern hilft die Transparenz auch dem Bundesgericht, auch wenn es, wie ich in der Zeitung gelesen habe, von diesem Vorstoss wenig begeistert ist.

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Ich möchte zunächst betonen, dass die Motion Schmid Martin ausschliesslich die Übertragung der mündlichen Urteilsberatungen des Bundesgerichtes betrifft, nicht allfällige Parteiverhandlungen mit Zeugeneinvernahmen und Plädoyers; in der Debatte des Ständerates kam dieser Aspekt vielleicht nicht genügend zur Geltung.

Mündliche Urteilsberatungen des Bundesgerichtes sind im Gegensatz zu den Beratungen der meisten inländischen, ausländischen und internationalen Kollegialgerichte seit je öffentlich. Allerdings werden heute nur noch knapp ein Prozent der bundesgerichtlichen Entscheide mündlich beraten, was vor allem mit der gestiegenen Geschäftslast zusammenhängt. Wegen der geringen Zahl der mündlichen Beratungen vermöchte eine elektronische Live-Übertragung die Transparenz der Rechtsfindung am Bundesgericht nicht wesentlich zu erhöhen. Die von der Motion geforderte Live-Übertragung wäre also nicht das geeignete Instrument, wenn beim Bundesgericht ein Mangel an Transparenz behoben werden müsste.

Hingegen könnte es sein, dass eine Internetübertragung der schon heute öffentlichen mündlichen Urteilsberatungen die Qualität der Öffentlichkeit verändern würde. Die Beratungen könnten von allen Internetnutzern aufgezeichnet, weiterverbreitet und allenfalls sogar bearbeitet werden. In Rechtschriften könnte auf die Äusserung von Richter X in Minute Y einer Beratung verwiesen werden. Das würde wahrscheinlich dazu führen, dass die Richterinnen und Richter praktisch nur noch ausformulierte Texte mit ihren definitiven Positionen vorlesen oder dass sie halt noch weniger mündliche Beratungen ansetzen würden. Beides wäre kein Beitrag zu einem besseren Verständnis der Urteilsfindung.

Es sind diese Konsequenzen, die den Bundesrat, das Bundesgericht und Ihre Kommission dazu bewogen haben, die Motion abzulehnen. Ich bitte Sie in diesem Sinn, die Kommissionsmehrheit zu unterstützen.

Le président (Rossini Stéphane, premier vice-président): La majorité de la commission et le Conseil fédéral proposent de rejeter la motion. Une minorité propose d'adopter la motion.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 13.3660/9961)

Für Annahme der Motion ... 38 Stimmen

Dagegen ... 130 Stimmen

(6 Enthaltungen)

13.4011

Postulat RK-NR. Besserer strafrechtlicher Schutz der Staatsangestellten vor Gewalt

Postulat CAJ-CN. Mieux protéger pénalement les employés de l'Etat contre les actes de violence

Nationalrat/Conseil national 11.03.14

Schwaab Jean Christophe (S, VD), pour la commission: Ce postulat de commission remet au goût du jour un serpent de mer parlementaire: la protection des employés de l'Etat contre la violence morale et physique.

Nous devons bien admettre que cette violence augmente. Nous devons le déplorer et il est temps que la Confédération empoigne à son tour cette problématique et participe à la recherche de solutions.

Par employés de l'Etat, la commission ne vise pas uniquement les seuls fonctionnaires de police. Certes, ils sont en première ligne, ils ont pour vocation d'intervenir face à des personnes qui ne tiennent pas l'Etat et ses règles en grand respect, soit de manière temporaire parce qu'ils sont sous l'effet d'une ou plusieurs substances, soit parce qu'ils ont déjà un long passé criminel derrière eux ou envisagent un long avenir dans l'illégalité. Les fonctionnaires de police doivent aussi faire appliquer un droit qui, s'il est légitime et démocratiquement accepté – en tout cas en grande partie –, est forcément dur et désagréable pour les auteurs d'infractions. Les fonctionnaires de police sont donc très souvent victimes de violence.

Mais ils ne sont pas les seuls. Les autres catégories d'employés de l'Etat sont de plus en plus souvent menacées, voire agressées. La pression que connaissent bon nombre de salariés, les difficultés sociales ou familiales que connaissent de nombreuses personnes, l'individualisme croissant, la diminution générale du respect envers les autorités et les institutions, la mise en avant permanente de boucs émissaires rendus responsables de moult catastrophes souvent chimériques et les menaces qui planent sur certains acquis peuvent rendre agressifs des citoyens face à l'application de lois qu'ils ont parfois de la peine à comprendre.

Il y a enfin de nombreuses campagnes de dénigrement de l'Etat et de la fonction publique, visant à la faire passer abusivement pour un monstre bureaucratique à son propre service et à sa propre solde. Ce dénigrement incessant peut encourager certains citoyens à se mettre en colère si on ne répond pas à leurs exigences.

Ces explications ne rendent aucun comportement violent excusable. L'Etat doit donc agir pour protéger ses agents contre la violence verbale et physique. Dans certains domaines du service public comme les transports, des campagnes décidées et énergiques contre la violence commencent à émerger. Il n'y a pas de raison de se cantonner à ces branches, même si elles sont les plus exposées.

Votre commission vous propose ce postulat suite aux débats qu'elle a eus sur l'initiative 12.306 du canton de Genève. Cette initiative cantonale demandait des mesures dans le sens précédemment évoqué.

Mais elle demandait aussi une révision du droit des sanctions dans le Code pénal, dont une partie des revendications

s'insèrent dans la révision actuellement en cours. Pour cette raison, votre commission a préféré surseoir à sa décision et élaborer le postulat de la commission qui vous est présenté aujourd'hui, lequel ne porte que sur les autres moyens de mieux protéger les fonctionnaires contre la violence. Lors du traitement du point suivant de l'ordre du jour, nous aurons l'occasion, en tout cas de manière tacite, de nous prononcer sur la demande de prolongation du délai de traitement de l'initiative cantonale précédemment évoquée que vous fait également votre commission.

Je précise encore que d'autres motions au contenu similaire à cette initiative du canton de Genève – qui se basait d'ailleurs sur une pétition des syndicats de policiers – ont été certes refusées par le présent conseil, mais il est difficile de dire si ce refus se basait sur leur contenu pénal ou sur une autre de leurs revendications. D'autres objets se basant sur cette pétition risquent d'ailleurs de finir prochainement sur nos pupitres.

En 2010, par exemple, il avait été donné suite à la pétition 10.2016, «Stop à la violence contre la police», par le présent conseil, avec mandat à la commission d'élaborer une intervention parlementaire. La Commission des affaires juridiques avait alors décidé d'attendre le résultat de la révision du droit des sanctions dans le Code pénal avant de décider si elle devait donner suite à cette pétition. C'est, pour le volet pénal de cette affaire en tout cas, le point suivant de notre ordre du jour, comme je viens de l'expliquer.

Le Conseil fédéral a répondu au postulat de la Commission des affaires juridiques et propose de le rejeter, comme vous avez pu en prendre connaissance. Je me permets de lui dire qu'il ne semble pas avoir vraiment compris où la commission veut en venir. A sa décharge, le titre, qui comporte le mot «pénalement», est trompeur. En revanche, la demande précise de la commission est à mon avis sans ambiguïté. Dans sa réponse, le Conseil fédéral traite avant tout du droit pénal. En conclusion, il demande au Parlement d'attendre que la révision du nouveau droit des sanctions soit sous toit avant de réétudier cette importante question. Or, comme je viens de le dire, tel n'est pas l'objet de ce postulat, malgré son titre – je l'admets encore une fois – plutôt trompeur. C'est plutôt l'objet de l'initiative cantonale, qui sera traitée ultérieurement. En outre, le Conseil fédéral axe sa réponse sur les seuls fonctionnaires de police et argumente, dans ce cas-là à juste titre, que cela relève presque exclusivement de la compétence des cantons.

Mais comme je l'ai expliqué précédemment, le postulat a une portée beaucoup plus large que les simples questions de police. Il traite des collaborateurs et collaboratrices de l'Etat dans leur ensemble. Et là, la Confédération a bien entendu un rôle à jouer en tant qu'employeur.

Certes, elle ne pourra pas étudier des mesures à elle toute seule. Il faudra que cela se fasse avec les autres collectivités publiques concernées, en particulier les cantons. Mais la situation de la violence contre les employés de l'Etat est telle qu'il faut lancer une impulsion, démarrer la réflexion dans tout le pays.

C'est ce que vous demande le postulat que la commission, par 12 voix contre 10, a décidé de maintenir.

Caroni Andrea (RL, AR), für die Kommission: Landauf, landab müssen wir zunehmende Gewalt gegenüber Behörden und Beamten wahrnehmen, insbesondere gegenüber Polizistinnen und Polizisten. Das ist ein ernstes Problem; diese Gewalt richtet sich nämlich nicht nur gegen die Person, gegen den Menschen, gegen den Polizisten und die Polizistin – schon als solche wäre sie zu verurteilen –, sondern diese Gewalt richtet sich auch gegen unseren Staat und unsere Rechtsordnung. Sie drückt damit einen mangelnden Respekt vor unseren Regeln aus, vor allem gegenüber jenen, die diese Regeln durchzusetzen haben. Diese Entwicklung kann gefährlich sein, denn diese Personen, die Polizistinnen und Polizisten, könnten irgendwann der Furcht erliegen und aufgrund dieser Androhung von Gewalt, dieser Möglichkeit der Gewaltanwendung, die Regeln bewusst oder allenfalls unbewusst weniger stark durchsetzen.

Am 1. Oktober 2010 gab dieser Rat, entgegen der Empfehlung seiner Kommission, der Petition 10.2016 des Verbandes Schweizerischer Polizeibeamter Folge. Diese Petition forderte verschiedene Verschärfungen des Strafrechts zum Schutz von Staatsangestellten. In Umsetzung dieser Petition hat Ihre Kommission am 7. November 2013 das vorliegende Postulat eingereicht. Darin fordern wir vom Bundesrat einen Bericht, in dem er darlegt, wie Staatsangestellte namentlich strafrechtlich besser vor Gewalt zu schützen zu seien. Am selben Tag, am 7. November 2013, hat sich Ihre Kommission mit einer Standesinitiative des Kantons Genf beschäftigt. Sie wird als nächstes Geschäft behandelt. Dort empfehlen wir Ihnen die Sistierung, bis die laufenden Revisionen des Sanktionenrechts im Allgemeinen Teil und im Besonderen Teil des Strafgesetzbuches weiter gediehen sind.

Mit derselben Begründung, dass die Revision des Sanktionenrechts im Gang ist, hatte Ihre Kommission im Jahre 2010 auch mit der Umsetzung der Petition und des Postulates zugewartet. In der Tat: Das Sanktionenrecht befindet sich in einer verschärfenden Revision. Der Allgemeine Teil war schon in diesem Rat und ist jetzt im Ständerat. Auch was den Besonderen Teil, die Delikte, angeht, hat uns der Bundesrat in seinem bisherigen Vorschlägen in Aussicht gestellt, dass dort die Strafe für Gewalt gegen Beamte hinaufgeschraubt werden soll. Zudem ist die Polizei ja vor allem im kantonalen Fokus und weniger eine Bundesaufgabe.

Aus diesen Gründen beantragt Ihnen ja auch der Bundesrat, dieses Postulat nicht anzunehmen. Dennoch hat Ihre Kommission am 20. Februar 2014, nach Einsicht in die Stellungnahme des Bundesrates, mit 12 zu 10 Stimmen an diesem Postulat festgehalten. Es geht für die Kommissionsmehrheit erstens um die symbolische Wichtigkeit. Wir als Gemeinschaft wollen es uns nicht bieten lassen, dass Gewalttätige die staatlichen Angestellten und unsere Regeln missachten. Es geht zweitens um Folgendes: Der Bund ist zwar für die Polizei nicht zuständig, hingegen schon für alle anderen Kategorien von Angestellten, die er selber hat. Man kann an die Bundeskriminalpolizei, ans Grenzschutzkorps oder an Militärangehörige denken.

Drittens geht es um das, was auch mein Vorredner, Herr Schwaab, gesagt hat: Der Titel spricht zwar vom besseren strafrechtlichen Schutz; diese Punkte sind an sich mit laufenden Revisionen aufgenommen. Man kann aber über den strafrechtlichen Schutz hinausdenken und neue Gebiete erschliessen.

Dazu möchte Ihre Kommission dem Bundesrat mit einer knappen Mehrheit von 12 zu 10 Stimmen den Auftrag geben.

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Es wurde gesagt, dass der Auslöser für dieses Postulat die Petition des Verbandes Schweizerischer Polizeibeamter mit dem Titel «Stopp der Gewalt gegen die Polizei» ist. Die Kantone Waadt und Genf beziehen sich in ihren beiden Standesinitiativen auch auf diese Petition. Die Petition und die beiden Standesinitiativen verlangen eine strengere Bestrafung von Personen, die sich gegenüber Staatsangestellten gewalttätig verhalten. Sie fordern namentlich die erneute Einführung kurzer Freiheitsstrafen sowie die Erhöhung der Freiheitsstrafen dieser Delinquenten. Ausserdem sollen jegliche Straftaten gegen Polizistinnen und Polizisten als Officialdelikte verfolgt werden.

Es ist tatsächlich so, dass sich laut der polizeilichen Kriminalstatistik in den vergangenen zehn Jahren die Verurteilungen wegen Gewalt und Drohungen gegen Beamte mehr als verdoppelt haben. Diese Entwicklung ist besorgniserregend. Der Bundesrat ist sich der zunehmenden Gewalt gegenüber Staatsangestellten sehr wohl bewusst. Aus diesen Gründen – wenn ich kurz daran erinnern darf – möchte der Bundesrat mit der Änderung des Waffengesetzes, dass wir hier auch mit der Nachregistrierung zur Sicherheit der Staatsangestellten und insbesondere der Polizistinnen und Polizisten beitragen.

Bei der Forderung, die mit dem Postulat zur Prüfung vorgelegt wird, ist es eben schon so, dass wir im Moment zwei grössere Revisionen im Strafrecht am Laufen haben, die die

Stossrichtung des Postulates aufnehmen. So sehen die beiden Revisionen zwei wesentliche Verschärfungen der Sanktionen vor, die künftig gegenüber diesen Straftätern ergriffen werden können. Es ist auf der einen Seite die Änderung des Sanktionenrechts im Strafgesetzbuch, wo wir die Wiedereinführung kurzer Freiheitsstrafen vorschlagen. Ihr Rat hat diese Revision bereits beraten und hat sich in diesem Punkt dem Bundesrat angeschlossen. Zweitens hat der Bundesrat im Jahr 2012 mein Departement beauftragt, eine Botschaft und einen Entwurf für die Harmonisierung der Strafrahmen auszuarbeiten. Darin wird eine Erhöhung der festgelegten Mindestgeldstrafe von 30 auf 90 Tagessätze enthalten sein.

Der Bundesrat hat bereits in seiner Begründung zur Ablehnung der Motion Rusconi auf die bestehenden Strafnormen hingewiesen. Es geht dabei um Gewalt und Drohung gegen Behörden und Beamte, Körperverletzung und Sachbeschädigung. Der Bundesrat meint, dass hier für die Verfolgung der Straftäter genügende Grundlagen bestünden. Hinsichtlich der Bestrafung dieser Delinquenten ist der Bundesrat überzeugt, dass es nicht sinnvoll ist, parallel zu den parlamentarischen Beratungen der hängigen Gesetzesanpassungen jetzt noch weitere Massnahmen zu ergreifen. Zunächst sind die Auswirkungen der genannten Verschärfungen in der Praxis zu verfolgen. Deshalb sieht hier der Bundesrat heute keinen Handlungsbedarf.

Nun habe ich gehört, die Kommission möchte einfach aus symbolischen Gründen an diesem Postulat festhalten – ja, es ist schön, wenn Sie aus symbolischen Gründen Postulate überweisen. Aber ich bitte Sie, Politik zu machen, politische Entscheide zu fällen. Wenn man halt der Bevölkerung einmal sagen muss, wir würden machen, was wir machen können, wir würden entscheiden und nähmen die Anliegen ernst, aber unseren Eingriffsmöglichkeiten seien irgendwo auch Grenzen gesetzt, dann ist das im Moment vielleicht etwas unangenehmer, aber wahrscheinlich ehrlicher.

In diesem Sinne kann ich Ihnen versichern, dass der Bundesrat weiterhin auch alles dafür tun wird, um Gewalt gegen die Polizei und gegen Staatsangestellte zu verhindern. Wir sind aber der Meinung, dass Sie mit diesem Postulat nicht wirklich einen Beitrag dazu werden leisten können.

Le président (Rossini Stéphane, premier vice-président): La commission propose d'adopter le postulat. Le Conseil fédéral propose de le rejeter.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 13.4011/9962)

Für Annahme des Postulates ... 122 Stimmen

Dagegen ... 37 Stimmen

(13 Enthaltungen)

12.306

**Standesinitiative Genf.
Härtere Sanktionen bei Straftaten
gegen Behörden und Beamte
Initiative cantonale Genève.
Durcissement des sanctions
pour les infractions
commises contre les autorités
et les fonctionnaires**

Sistierung – Suspension

Nationalrat/Conseil national 11.03.14 (Sistierung – Suspension)

Le président (Rossini Stéphane, premier vice-président): Vous avez reçu un rapport écrit de la commission. La com-

mission propose de suspendre l'examen préalable de l'initiative pour plus d'un an.

Angenommen – Adopté

12.3088

**Postulat Schwaab Jean Christophe.
Bei Konkurs
des ehemaligen Arbeitgebers
vorzeitige Pensionierungen
gewährleisten**

**Postulat Schwaab Jean Christophe.
Garantir les retraites anticipées
en cas de faillite
de l'ex-employeur**

Nationalrat/Conseil national 11.03.14

Schwaab Jean Christophe (S, VD): J'espère que j'aurai autant de succès avec ce postulat qu'avec le précédent. C'est encore une proposition qui est un reliquat de l'affaire Swissair. Vous direz qu'il s'agit d'un de mes dadas. On pourrait le croire étant donné que j'étais rapporteur de la commission pour le nouveau droit de l'assainissement et pour la prolongation des délais de prescription en matière de délits économiques. C'est donc la troisième fois que je viens devant vous à la tribune pour parler d'un cas qui part de l'affaire Swissair. Pour vous remettre dans le contexte, c'était la situation de très nombreux pré-retraités de l'ancienne compagnie nationale qui avaient arrêté de travailler relativement tôt, en tout cas bien avant d'être en mesure de bénéficier de l'AVS, et qui touchaient une retraite anticipée de leur ancien employeur. Au moment de la faillite, ces retraites anticipées qui faisaient partie des créances de l'ex-Swissair se sont retrouvées dans la masse en faillite et, du jour au lendemain, les retraites anticipées n'ont plus été versées. Des centaines de personnes se sont retrouvées du jour au lendemain sans le moindre revenu autre que l'aide sociale. Pour elles, il était beaucoup trop tôt pour demander l'AVS en raison de leur âge et il n'était pas possible d'obtenir des créances privilégiées auprès leur ancien employeur, étant donné qu'il n'y avait pas de plan social.

Derrière la proposition que je vous sou mets aujourd'hui il y a de nombreuses histoires personnelles tragiques qu'il s'agit de ne plus jamais revoir.

En cas de faillite, s'il y a une retraite anticipée qui est due par l'ancien employeur, si elle est versée par une caisse de pension et que celle-ci n'est pas liquidée, il n'y a alors pas de problème. Même en cas de faillite de l'ancien employeur, les rentes seront versées. En revanche, si elles sont versées par l'entreprise elle-même, même si les montants pour les verser ont été provisionnés, à ce moment-là ces créances partent dans la masse en faillite. En outre, si ces créances ne sont pas issues d'un plan social, elles ne sont pas privilégiées. Très souvent, les pré-retraités sont libérés de leur obligation de travailler. A ce moment-là, la jurisprudence du Tribunal fédéral considère ces personnes comme n'étant plus des travailleurs, ce qui fait que leurs créances en paiement de la retraite anticipée ne sont pas privilégiées, étant donné qu'ils ne sont formellement plus des travailleurs. C'est le Tribunal fédéral qui le dit. Dans le cas Swissair, les conséquences ont été assez tragiques.

Je demande donc que les montants qui sont destinés à assurer le versement de rentes anticipées doivent dans tous les cas être transférés dans une institution qui doit être séparée de l'employeur, afin d'éviter qu'ils n'atterrissent trop rapidement dans la masse en faillite. Selon le droit en vigueur, cela est possible, comme le soulève le Conseil fédéral, mais ce n'est pas obligatoire.